

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 09/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC DEMOSTEN

rue du Manoir Queval
76140 LE PETIT-QUEVILLY

Références : UDRD.2024.01.T.16.MAG.BrJ
Code AIOT : 0003900358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2023 dans l'établissement EPC DEMOSTEN implanté rue du Manoir Queval 76140 LE PETIT-QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été diligentée afin de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023. Les travaux d'agrandissement n'ayant pas encore débuté, le récolement de l'arrêté est reporté début 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC DEMOSTEN
- Rue du Manoir Queval 76140 LE PETIT-QUEVILLY
- Code AIOT : 0003900358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EPC DEMOSTEN (anciennement ATD), entreprise de désamiantage, est actuellement autorisée à exploiter une zone de regroupement et de compactage de déchets contenant de l'amiante ou d'équipements utilisés pour le désamiantage sur son site de Petit quevilly.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023
- Vérification par sondage du respect des prescriptions applicables.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué qu'il allait réaliser les 3 campagnes de mesures des PFAS.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	stockage des big-bags	Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, chapitre 8.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article 1.5.5.	Sans objet
2	Registres des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article 5.4.1	Sans objet
3	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article chapitre 5.6	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu, l'exploitant respecte les prescriptions qui ont été contrôlées le jour de la visite. Notons que la nouvelle unité de regroupement et de compactage des déchets amiantés, autorisée en mars 2023 n'a pas été mise en service, ni construite.

L'exploitant transmettra à l'inspection l'échéancier de la maîtrise d'œuvre relatif à cette installation en vue du récolement de la zone de regroupement et de la création de la salle blanche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article 1.5.5.
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Cette déclaration doit mentionner s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : La société EPC DEMOSTEN suite à une fusion/absorption est le nouvel exploitant du site depuis juillet 2023, la demande a été déposée dans le mois du changement. L'inspection a acté le changement d'exploitant par un courrier le 11 octobre 2023
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article 5.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre chronologique de déchets entrants et sortants. Les déchets sortants sont évacués par lot, et font l'objet de bordereaux de suivi de déchets amiantés (BSDA), les lots sont étiquetés et scellés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration des émissions polluantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article chapitre 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les émissions polluantes ou déchets visés aux présentes prescriptions doivent faire l'objet, le cas échéant, d'une déclaration annuelle dans les conditions prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'à compter de 2024, il devra déclarer dans GEREPP les déchets annuels traités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Préventions des risques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant fait vérifier ses installations électriques tous les ans, le dernier rapport date de juin 2023, l'attestation Q18 mentionne que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : zone de regroupement et salle blanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2023, article chapitre 8.8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : La zone de regroupement est décomposée en trois parties : <ul style="list-style-type: none">- une zone de stockage des big-bags dans 3 conteneurs aménagés, équipés de grille latérale. Ces équipements sont stables au feu au moins 15 min, avec parois, plancher et toit A1, ce qui garantit le caractère BroofT3. Les big-bags sont ainsi stockés à l'abri des intempéries.- une zone de stockage de palettes filmées contenant des déchets comprenant de l'amiante...- une salle blanche aménagée sur rétention permettant le tri des équipements de protection individuelles (EPI) utilisés lors des opérations de démolition et le compactage dans un compacteur adapté....
Constats : Les modifications autorisées dans le cadre de l'arrêté du 22/03/2023 ne sont pas encore mises en œuvre : la salle blanche n'est pas encore construite, et l'activité de compactage des EPI amiantés associée n'est pas encore réalisée sur site. En revanche, le stockage des big-bags est opéré selon les modalités antérieures, toutefois sans aucune manipulation hormis leur transit sur le site. Ils sont stockés sous abris dans des locaux fermés à clés. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir confié la maîtrise d'œuvre à un bureau d'étude, une pré-étude de 2 à 3 mois est lancée, les travaux débiteront dans la continuité et s'achèveront dernier trimestre 2024, voire début 2025. <u>Demande n° 1 :</u> L'exploitant veillera à stocker les big-bags de déchets amiantés dans des conteneurs stables au feu tels que décrits dans l'article reproduit ci-dessus sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois